



Vendredi 15 novembre 2024

États-Unis

Grande opposition au plan de Trump d'utiliser le *modèle Eisenhower* et la *Loi sur les ennemis étrangers*



Marche à New York en opposition à l'ordre du jour de Trump, le 9 novembre 2024

- Grande opposition au plan de Trump d'utiliser le modèle Eisenhower et la Loi sur les ennemis étrangers
 - Des coûts publics exorbitants pour les expulsions de masse criminelles au profit d'entreprises de détention privées
 - Mise en garde contre l'intervention des États-Unis au Mexique
– Pablo Moctezuma Barragan –

États-Unis

Grande opposition au plan de Trump d'utiliser le *modèle Eisenhower* et la *Loi sur les ennemis étrangers*

Donald Trump a déclaré à plusieurs reprises qu'il utiliserait le *modèle Eisenhower* pour expulser des millions de personnes et la *Loi sur les ennemis étrangers* pour cibler quiconque est considéré « ennemi intérieur ». Les peuples et leurs organisations seront au centre de ces attaques et ils s'organisent déjà pour y résister et faire échouer ces plans.



Banderole à la manifestation du 9 novembre 2024 à New York

Il est important d'examiner de près le *modèle Eisenhower* et la *Loi sur les ennemis étrangers*, car ces deux textes visent spécifiquement les personnes d'origine mexicaine, qu'il s'agisse de citoyens, d'immigrants, de personnes en situation régulière ou sans papiers. Elles sont aussi spécifiquement liées à l'utilisation accrue des camps de détention et de l'armée, ainsi qu'à l'imposition de l'autorité fédérale. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre du renforcement des pouvoirs de police présidentiels, nécessaires pour préserver l'Union et le diktat présidentiel à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Le *modèle Eisenhower*, appliqué en 1954, prévoyait, officiellement, l'expulsion d'environ 300 000 personnes d'origine mexicaine, dont beaucoup étaient des citoyens, bien qu'Eisenhower (34^e président des États-Unis, 1953-1961) ait affirmé qu'il s'agissait de plus d'un million. La campagne a été conçue par un lieutenant-général à la retraite de l'armée des États-Unis, qui dirigeait ce qui était alors le Service américain de l'immigration et de la naturalisation (INS). Il a utilisé des tactiques de type « militaire » pour cibler les travailleurs et les communautés, tout en encourageant les épithètes racistes, la criminalisation des travailleurs et les efforts pour diviser la population. Cela faisait partie des efforts déployés par les États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale pour saper l'esprit antifasciste et l'unité internationale qui s'étaient développés pendant la guerre et pour imposer des serments de loyauté anticommunistes et des lois racistes et anti-ouvrières.

Le site Web *history.com* explique que pendant la campagne d'Eisenhower, « des dizaines de milliers d'immigrés ont été entassés dans des bus, des bateaux et des avions et envoyés dans des régions souvent inconnues du Mexique, où ils ont eu de la difficulté à se rebâtir une vie. À Chicago, des avions remplis d'immigrants étaient envoyés vers le Mexique trois fois par semaine. Au Texas, 25 % de tous les immigrants expulsés ont été entassés sur des bateaux, comparés plus tard à des navires négriers, tandis que d'autres sont morts d'insolation, de maladie ou d'autres causes pendant leur détention. »

Ce n'était pas non plus la première fois que de tels raids étaient menés contre des personnes d'origine mexicaine. Les États-Unis ont expulsé plus d'un million de ressortissants mexicains, dont 60 % étaient des citoyens américains, pendant la dépression des années 1930, « dans le cadre d'un programme appelé rapatriement pour lui donner l'impression d'être volontaire ». Ce programme visait également à perturber les nombreuses luttes de masse menées par les travailleurs, dans

lesquelles les travailleurs d'origine mexicaine jouaient un rôle militant et important, comme c'est encore le cas aujourd'hui.

En plus de l'objectif de priver un si grand nombre de personnes de soins de santé, de soutien à la famille et de pensions liées au travail, l'une des principales raisons pour lesquelles les Américains d'origine mexicaine sont pris pour cible est précisément qu'ils sont aux premières lignes de nombreuses batailles pour les droits. Leurs traditions révolutionnaires sont devenues évidentes ces dernières années dans l'organisation du rétablissement des manifestations du Premier Mai qui se concentrent sur les droits, et pas seulement en Californie, mais ailleurs. Donald Trump ne s'en prend pas seulement aux travailleurs sans papiers, il donne aussi les moyens d'intensifier la répression et de perturber les actions unifiées de tous les travailleurs et de tous ceux qui défendent leurs droits.

L'utilisation de la *Loi sur les ennemis étrangers* contre le peuple

La *Loi sur les ennemis étrangers* autorise spécifiquement le président à détenir, déplacer ou expulser, en temps de guerre, les non-citoyens d'un pays considéré comme un ennemi des États-Unis. Elle a été utilisée pour la première fois lors de la guerre de 1812 contre les Britanniques, à laquelle participait également le Canada, et lors de la Première Guerre mondiale contre les Allemands.

Son texte a été modifié en 1918 pour inclure les femmes, puis utilisé pendant la Deuxième Guerre mondiale, principalement contre les Allemands, les Italiens et les Japonais. Des milliers de personnes ont été contraintes de s'enregistrer et détenues, y compris après la fin des deux guerres.

La *Loi sur les ennemis étrangers* stipule :

« Chaque fois qu'il y aura une guerre déclarée entre les États-Unis et une nation ou un gouvernement étranger [...] et que le président des États-Unis fera proclamer publiquement l'événement, tous les nationaux, citoyens, habitants ou sujets de la nation ou du gouvernement hostile, de sexe masculin, âgés de quatorze ans et plus, qui se trouveront sur le territoire des États-Unis et qui n'auront pas été naturalisés, seront susceptibles d'être appréhendés, retenus, sécurisés et expulsés en tant qu'ennemis étrangers. »

Beaucoup d'experts affirment que la loi ne peut être utilisée parce qu'il n'y a pas de guerre déclarée, mais ils oublient que toutes les guerres depuis la Deuxième Guerre mondiale ont été déclarées par le président, et non par le Congrès, et que la « guerre contre le terrorisme » menée par les États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001 a été utilisée pour prétendre que nous sommes en temps de guerre et qu'elle concerne tous les pays du monde. De plus, la dernière fois que la *Loi sur les ennemis étrangers* a été contestée, dans l'affaire *Ludecke c. Watkins* en 1948, la Cour suprême a confirmé que le président Harry S. Truman s'en remettait largement à la loi trois ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La Cour a déclaré que la question de la fin d'une guerre et de l'expiration des pouvoirs en temps de guerre était trop « politique » pour être tranchée par les tribunaux.

Les pouvoirs présidentiels concernant les guerres et l'utilisation des pouvoirs en temps de guerre, comme la création de Guantanamo, la définition des « combattants ennemis », l'autorisation de la torture, les « listes de personnes à abattre », la légitimation des opérations occultes, etc. sont bien plus importants aujourd'hui qu'en 1948. Et comme l'a montré le cas de la prison de Guantanamo, le président peut tout simplement ignorer les arrêts de la Cour suprême, comme l'ont fait Obama et les présidents qui l'ont suivi. Un centre de détention pour migrants haïtiens et d'autres personnes, y compris des femmes et des enfants, a déjà été créé à la base navale de Guantanamo, à côté du camp de prisonniers. N'étant pas situé sur le territoire américain, ce camp de détention ne relève pas non plus de la loi américaine.

La *Loi sur les ennemis étrangers* faisait partie de quatre lois adoptées sous le nom de Lois sur les étrangers et la sédition. La *Loi sur la sédition* criminalise le fait pour les citoyens américains d'« imprimer, de proférer ou de publier [...] tout écrit faux, scandaleux et malveillant » à propos du gouvernement des États-Unis. Des procès ont été menés contre des journalistes, des fonctionnaires et d'autres personnes. Bien qu'il ne s'agisse plus d'une loi, dans les conditions actuelles où la présidence doit réprimer la résistance croissante et justifier les attaques contre les « ennemis intérieurs », qu'il s'agisse de journalistes, de fonctionnaires, d'avocats de district, etc., Donald Trump pourrait bien utiliser la *Loi sur les ennemis étrangers* à des fins semblables.



New York, 9 novembre 2024

La période au cours de laquelle la loi a été adoptée a également été une période de soulèvements et de luttes. Il s'agissait notamment de l'esprit révolutionnaire des peuples pour l'indépendance et les droits, qui a obligé l'élite dirigeante de l'époque à inclure la *Déclaration des droits* dans la Constitution (1787). Aux États-Unis et dans le monde, de nombreuses luttes ouvrières se déroulaient également à

cette époque, et il y avait aussi la révolution haïtienne et le soulèvement irlandais pour se libérer du joug britannique.

La *Déclaration des droits* traite de la liberté de religion, de liberté de presse, de liberté d'expression, d'association et d'adresser des pétitions au gouvernement. C'est pour perturber les mouvements de résistance d'aujourd'hui et les étiqueter, ainsi que ceux qui y participent, comme « étrangers » ou « extérieurs », pour les réprimer brutalement, que la *Loi sur les ennemis étrangers* est à nouveau invoquée.

Une large résistance s'organise déjà pour bloquer les expulsions et défendre les nombreux manifestants déjà en action pour la Palestine, en soutien aux immigrés, aux migrants et aux réfugiés, et à tous ceux qui défendent leurs droits.

(*Voice of Revolution*, Organisation marxiste-léniniste des États-Unis)



Des coûts publics exorbitants pour les expulsions de masse criminelles au profit d'entreprises de détention privées

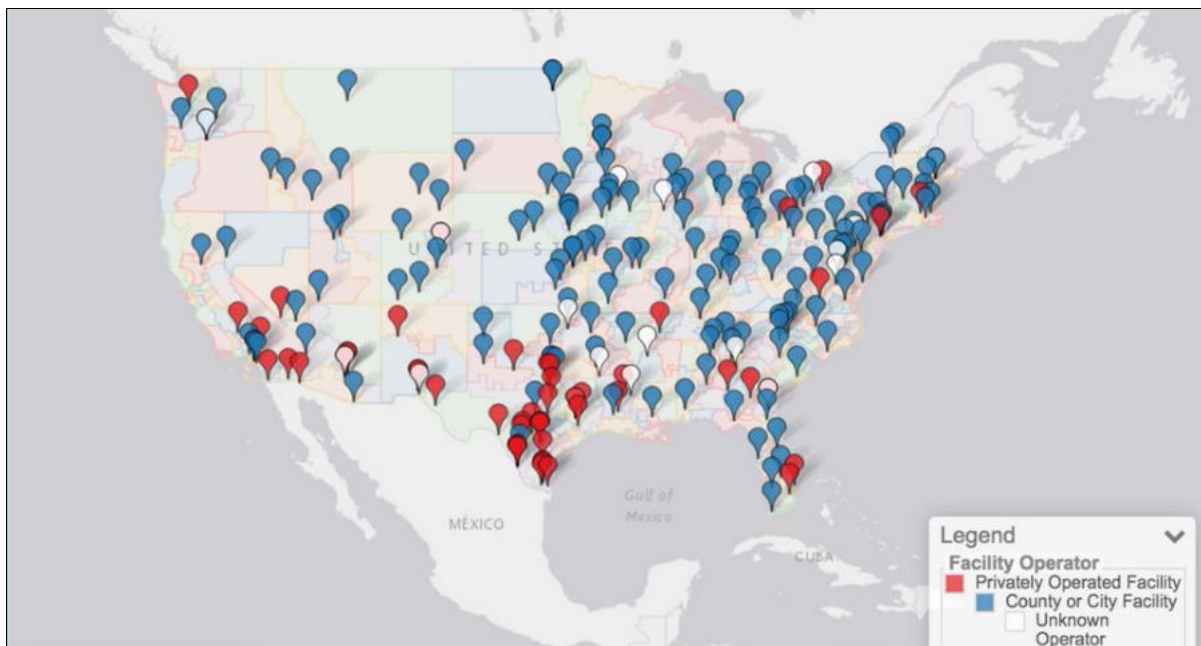
Des organisations dans tous les États-Unis expriment leur colère face au coût humain d'entreprendre des expulsions de masse, pour les individus, les familles et les communautés impliquées ainsi que les fonds publics massifs requis. Les entreprises de détention se vantent de cette « occasion en or » qui leur permettrait de recevoir un financement gouvernemental garanti pour construire et gérer des camps de détention dont le nombre augmentera de façon exponentielle.

Les deux principales entreprises de prisons privées, GEO Group et CoreCivic, profitent déjà des plans gouvernementaux prévoyant l'expulsion massive d'environ 13 millions de personnes. Face aux expulsions de masse, beaucoup de travailleurs doivent s'attendre à d'abord être détenus, et ensuite expulsés. Il est également probable que beaucoup d'entre eux seront détenus indéfiniment et utilisés comme main-d'oeuvre réduite à l'esclavage dans les camps de détention, dans les entreprises agricoles et dans divers services liés à l'État comme les buanderies, la fabrication de plaques d'immatriculation, etc., semblable, somme toute, au travail esclave des prisonniers.

Beaucoup de ces camps sont déjà gérés par ces deux entreprises privées. Avec l'élection de Donald Trump, l'action de GEO Group a bondi de plus de 56 % depuis la clôture des opérations le jour du scrutin jusqu'à la cloche de clôture le vendredi 8 novembre. Les actions de CoreCivic ont augmenté de 57 % au cours de la même période. Par comparaison, dans les trois mois précédant le jour des élections, les actions de GEO Group ont augmenté de 21 % et celles de CoreCivic, de 11 %.

Le gouvernement fédéral collabore avec les prisons des comtés et passe des contrats avec le secteur privé, principalement ces deux entreprises, pour construire, exploiter et gérer la majorité des centres de détention. Seul un petit nombre de lits de détention se trouvent dans des établissements fédéraux.

Le Service de l'Immigration et des Douanes (ICE) détient actuellement plus de 36 000 personnes dans un réseau de plus de 200 camps de détention pour migrants partout au pays. Cette année, Joe Biden a signé un projet de loi prévoyant une augmentation du financement de l'ICE pour entretenir une population quotidienne moyenne de 41 500 personnes en détention, ce qui est le taux de financement le plus élevé pour la détention et la surveillance de l'histoire de l'ICE. Nettement, pour détenir et expulser des millions de personnes tel que prévu, ces établissements de détention doivent s'agrandir considérablement. Il est aussi question d'utiliser des bases militaires abandonnées et d'agrandir le camp de détention de Guantanamo.



Carte des centres de détention pour migrants actuels et des propriétés publiques/privées

Des enquêtes du Congrès, entre autres, ont bien documenté les conditions dans les camps existants, qui ressemblent davantage à des camps de concentration. On y trouve un grand nombre de cas de maltraitance, allant de la torture à la négligence médicale, ainsi que des décès, la stérilisation forcée, des viols, l'agression sexuelle des enfants, et des cas de malnutrition.

Le coût total pour ne serait-ce qu'un million d'expulsions serait phénoménal. Selon l'ICE, en 2016, le coût moyen de l'arrestation, de la détention, du traitement et du renvoi d'un seul immigrant sans papiers des États-Unis était de 10 900 \$. Compte tenu de l'inflation et des coûts liés à l'agrandissement des camps de détention et au recrutement du personnel, sans oublier le recrutement accru au sein de l'ICE entre autres dépenses, le coût estimé pour l'expulsion d'un million de personnes chaque année pendant 10 ans serait d'environ mille milliards de dollars.

De telles attaques criminelles contre les travailleurs et leurs familles et le recours criminel aux fonds publics sont largement dénoncées et beaucoup réclament la fermeture de tous les camps de détention, l'arrêt du financement de la guerre et de la détention et le financement des droits des peuples !



Mise en garde contre l'intervention des États-Unis au Mexique

– *Pablo Moctezuma Barragan* –

Le sénateur et leader du parti d'opposition au Congrès mexicain, le Parti d'action nationale (PAN), Marko Cortes, a proposé de classer le trafic de la drogue comme appartenant au « terrorisme ». Il a également appelé les institutions internationales (c'est-à-dire des États-Unis) à « collaborer » pour éliminer la terreur dans laquelle vivent de nombreuses communautés au Mexique[1].

Ces appels ne sont pas nouveaux. Il y a trois ans, Lilly Tellez, sénatrice du PAN, a présenté une initiative de réforme pour que les membres des cartels de la drogue qui utilisent la violence et suscitent l'inquiétude, la peur ou la terreur parmi la population mexicaine soient poursuivis pour le crime de terrorisme[2]. Cette position s'inscrit dans la ligne d'intégration militaire et d'assujettissement de la souveraineté du Mexique aux États-Unis initiée par les présidents Fox et Calderon.

Les armes sont produites aux États-Unis, puis vendues et exportées au Mexique. Là, l'argent de la vente des drogues et des armes illégales est blanchi et la drogue est distribuée sur tout le territoire sans qu'il y ait, selon les sources officielles, de cartel américain. C'est ainsi qu'ils justifient une intervention militaire sur tout le continent. Pour ce faire, ils disposent du Northern Command (Northcom) et du Southern Command, ainsi que de leurs nombreuses agences de renseignement.

Lors d'une audience de la commission des forces armées du Sénat américain en 2022, le commandant du Northcom, le général Glen VanHerck, a souligné que le trafic de drogue, les migrations et le trafic des humains sont « les symptômes d'un problème plus vaste... qui est celui des organisations criminelles transnationales ».

Il a ajouté que « l'instabilité qu'ils génèrent [...] offre des opportunités à des acteurs comme la Chine, comme la Russie, et d'autres qui pourraient avoir des activités malveillantes à l'esprit, de chercher à accéder et à influencer notre zone de responsabilités du point de vue de la sécurité nationale »[3].

Un an plus tard, au début de l'année 2023, les membres du Congrès Dan Crenshaw et Mike Waltz, deux républicains du Texas et de Floride respectivement, ont présenté la « Résolution AUFM [Autorisation de recours à la force militaire] sur l'influence des cartels ».

Dans un langage qui fait écho à l'autorisation générale de 2001 pour l'utilisation de la force militaire en réponse aux attentats du 11 septembre, la résolution prétend habilitier le président à utiliser « toute la force nécessaire et appropriée » contre les « nations étrangères, les organisations étrangères ou les personnes étrangères affiliées à des organisations étrangères ».

De cette manière, le président détermine si elles ont commis des crimes spécifiques liés à la drogue ou utilisé la violence pour contrôler un territoire à des fins illicites^[4]. Rappelons que lors de sa première administration, en novembre 2019, le président de l'époque, Donald Trump, avait annoncé que la proposition était à l'étude. Faisant écho à Trump en septembre dernier et depuis, Dan Crenshaw et d'autres membres du Congrès ont déclaré que les États-Unis étaient « en guerre » contre les cartels de la drogue et ont appelé à l'utilisation de l'armée au Mexique.

En 2021, le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a proposé de qualifier les cartels et les passeurs de migrants de terroristes. Plus tard, le 10 mars 2023, 21 procureurs généraux d'États ont demandé à Joe Biden de faire de même.

Le 29 mars dernier, le sénateur républicain de Caroline du Sud et ferme supporter de Trump, Lindsey Graham, a présenté une initiative visant à désigner les cartels mexicains comme des organisations terroristes étrangères. Cette proposition est un nouveau signe de l'insistance des États-Unis pour que le Mexique intervienne davantage dans la lutte contre les groupes armés. Crenshaw, Graham et d'autres partisans de Trump disent que si le Mexique n'en fait pas plus, les États-Unis interviendront militairement en envoyant des drones et des troupes.

Le général Michael Guillot, membre de l'US Air Force, a été commandant du Northcom. Le 13 mars dernier, il a déclaré que les cartels étaient plus enclins à affronter les forces de sécurité mexicaines, que l'immigration clandestine avait atteint des niveaux record l'année dernière et que la violence liée à la lutte entre cartels rivaux pour le contrôle du trafic de drogue et de migrants était en augmentation. Il en résulte une instabilité et une remise en cause de l'état de droit. En parlant ainsi, il alimente l'idée d'une intervention armée américaine nécessaire pour « aider à lutter contre le crime organisé ».

Le 29 juin 2024, le général Glen VanHerck a conclu une visite au Mexique. Au cours de sa visite, il a rencontré des représentants du gouvernement fédéral pour discuter de questions liées à la coopération bilatérale en matière de sécurité, selon l'ambassadeur américain Ken Salazar.

Il a rencontré les secrétaires de la Défense nationale, Luis Crescencio Sandoval, et de la Marine, Rafael Ojeda, à la résidence officielle de Salazar, qui a publié une photo de la réunion sur les réseaux sociaux. On y voit les trois officiers militaires en civil.

« La compatibilité militaire opérationnelle se construit à travers des relations durables et des opportunités de formation combinée avec vous », a déclaré le Commandement du Nord sur les médias sociaux après la réunion.

Les protocoles et processus conjoints impliquant les forces armées américaines et mexicaines sont couplés. Le Pentagone reçoit des données stratégiques de l'armée mexicaine et lui vend des technologies et des équipements sur une base préférentielle.

Depuis 2014, le Mexique participe aux exercices militaires Tradewinds, organisés par le Southern Command depuis 1984, après l'invasion américaine de la Grenade et face aux « menaces de l'Union soviétique et de Cuba ».

Ces exercices annuels ont une approche collaborative multinationale et multi-domaine comprenant des scénarios terrestres, aériens, maritimes, amphibies et de cybersécurité.

Pour la première fois du 7 au 21 mai 2022, le Mexique a coorganisé l'exercice Tradewinds avec le Belize. À cette occasion, les manoeuvres se sont déroulées sur notre territoire : à Chetumal, Cozumel et Playa del Carmen.

Par ailleurs, des commandants militaires mexicains étaient présents le 24 mai 2023 au Panama, dans une académie de police de la capitale. À cette occasion, le chef du commandement sud des États-Unis, la générale Laura Richardson, a fait valoir la nécessité de s'unir pour faire face aux « menaces contre les démocraties » proférées par des gouvernements autocratiques.

L'événement a eu lieu à la clôture d'exercices militaires conjoints auxquels ont participé des militaires et des forces spéciales d'une vingtaine de pays américains, dont les États-Unis, le Mexique, la Colombie, le Pérou, le Guatemala, le Honduras et le Salvador.

Madame Richardson a déclaré que l'équipe démocratique « est une équipe puissante qui travaille dans tous les domaines pour garantir un hémisphère occidental libre, sûr et prospère »[5]. Cette déclaration est un appel ouvert aux forces militaires pour qu'elles lancent des coups d'État contre ce que les États-Unis appellent des « dictatures », c'est-à-dire tout gouvernement progressiste en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le 2 décembre 2023, à l'occasion du bicentenaire de la Doctrine Monroe, Laura Richardson avait appelé à une mise à jour de la Doctrine Monroe afin de sécuriser les ressources de l'Amérique latine.

Elle a également évoqué l'importance de « fournir une assistance » à la région de l'Amérique du Sud et des Caraïbes compte tenu de ses « ressources naturelles infinies et stratégiques ». Elle a rappelé que l'Amérique latine et les Caraïbes possèdent « du pétrole, 50 % du soja mondial, 30 % du sucre, de la viande et du maïs proviennent de cette région ».

Elle a également souligné la nécessité de rivaliser avec les contrats que la Chine a conclus avec les pays d'Amérique du Sud. « Il est temps d'agir », a-t-elle déclaré. Elle a également rappelé l'objectif des États-Unis de retrouver le leadership hémisphérique face à leur « concurrent stratégique asiatique ».

La cheffe du commandement sud a exprimé son intérêt pour les ressources naturelles de la région, notamment « le triangle du lithium : Argentine, Bolivie et Chili », ainsi que « le pétrole, le cuivre et l'or du Venezuela », « le poumon du monde : l'Amazonie » et « 31 % de l'eau douce de la planète ».

Lors de la Conférence sud-américaine de défense, Southdec 2022, qui s'est tenue à Quito en présence des chefs de la Défense de 11 pays de la région, elle a mis en garde contre la prétendue menace que la Chine génère dans la région en termes d'environnement, de cybersécurité et de déstabilisation politique. Elle a également dénoncé le fait que le pays asiatique continue de soutenir des régimes « autoritaires » au Venezuela, à Cuba et au Nicaragua.

Elle a insisté sur la lutte contre la criminalité transnationale et le trafic de drogue par un travail coordonné entre les pays de la région, comme s'il s'agissait d'une « équipe de football », où chacun joue à un poste spécifique[6]. Ce qu'elle n'a pas dit, c'est que les États-Unis sont le directeur technique et le propriétaire de cette « équipe ».

La poursuite de la domination et de l'ingérence des États-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes sont claires. Cette situation commence au Mexique, comme le montre clairement le rôle du PRI quand il était au pouvoir et a été utilisé comme fer de lance de la soumission du Mexique aux intérêts hégémoniques de Washington.

Les Mexicains des deux côtés de la frontière sont conscients du besoin de contrecarrer les plans de l'empire yankee sur nos terres, sous prétexte de « contribuer à la lutte contre le crime et la terreur organisés ». Les Mexicains n'hésitent pas à défendre leur souveraineté contre les plans de l'agressif voisin du Nord.

Notes

1. Infobae, octobre 2024
2. Infobae, juillet 2021
3. Proceso, mars 2022
4. Ibero, février 2023
5. France, mai 2024
6. CNN en español, septembre 2022

(Traduit de l'espagnol par LML)



